

"Aux côtés du G5 Sahel, l'Union européenne tient ses engagements" – discours du Président Charles Michel au Sommet de Nouakchott



Seul le discours prononcé fait foi.

Je ne suis pas présent physiquement en ce moment à Nouakchott mais sachez que je suis de tout cœur avec vous.

Je veux naturellement commencer par vous remercier, amicalement et chaleureusement, cher Président en exercice du G5 Sahel, Mohamed Cheikh El Ghazouani. Je voudrais remercier également le Président de la France, cher Emmanuel Macron, pour m'associer à nouveau à ces échanges tellement essentiels. Je veux aussi saluer la participation des différents pays qui nous rejoignent. J'y vois le signe d'une dynamique qui est encourageante.

Le Sommet de Pau, en janvier dernier, a été l'occasion de donner un nouvel élan à nos relations. À nous de transformer l'essai, alors que la situation sur le terrain, nous le savons bien, reste difficile, reste préoccupante sur différents fronts. La violence a fauché quelque 4500 vies au Sahel ces 6 derniers mois. Et nous savons que la pandémie à laquelle nous faisons face ne facilite pas la situation.

Vous le savez, en janvier à Pau, nous avons convenu d'organiser un sommet G5 Sahel-UE. Il a eu lieu de manière virtuelle le 28 avril. Ce fut un prolongement de notre réunion de Pau. Ce Sommet virtuel du 28 avril a été un coup d'accélérateur pour notre partenariat. Il a été l'occasion de réaffirmer nos responsabilités réciproques. Il a été l'occasion de remobiliser l'ensemble des institutions européennes et des États membres de l'Union européenne. Il a en quelque sorte « européenisé » la Coalition pour le Sahel. Une étape additionnelle a été franchie avec la Conférence ministérielle du 12 juin qui a « internationalisé » cette Coalition, naturellement essentielle. Je salue bien sûr l'engagement de l'ONU, de l'Union africaine, de la CEDEAO, et de l'Organisation Internationale de la Francophonie.

Depuis le Sommet de Pau, nous avons engrangé des avancées précises, et très concrètes. Elles sont autant de témoignages de cet engagement que nous voulons renforcer à vos côtés:

- D'abord, de plus en plus d'États membres européens soit contribuent déjà, soit vont contribuer à Takuba, en déployant forces spéciales ou équipement, ou en soutenant politiquement cette task force;
- Ensuite, nous venons d'adopter un nouveau programme pour accompagner les

efforts du Niger dans la lutte contre les réseaux criminels liés au terrorisme. Vous savez que nous nous sommes inspirés pour cela de l'excellent travail des Équipes Conjointes d'Investigation qui sont déjà mobilisées dans la lutte contre le trafic des migrants;

– La mission de formation de l'UE au Mali (EUTM Mali) a vu son mandat élargi et son budget renforcé. Au moment où je vous parle, 95% des effectifs sollicités ont déjà été mis à disposition par les 22 États membres sur 27 qui y participent. Dès que les conditions le permettront, nous déploierons l'ensemble des effectifs;

– Enfin, nous avons reconstruit le Poste de Commandement de la Force conjointe qui vient d'être inauguré à Bamako, deux ans après l'attaque qui avait détruit le QG de Sévaré;

– Par ailleurs, près de 200 millions d'euros de financement additionnel ont été annoncés pour renforcer la sécurité, la stabilité et la résilience de la région. Et des projets concrets sont prêts à être lancés;

– La même dynamique est à l'œuvre concernant le soutien au déploiement de l'État et des services de base. C'est la clé de voûte, nous le savons bien, pour nos efforts de stabilisation, avec l'initiative P3S^[1]. L'Union européenne d'ailleurs en assurera la coordination;

– Vous savez aussi que nous travaillons à actualiser notre stratégie pour le Sahel, dans le dialogue et en tenant compte bien entendu de vos priorités;

– Un mot enfin, Monsieur le Président, vous l'avez évoqué et nous l'avons évoqué ensemble ces derniers mois, concernant les dettes. Vous savez que c'est une question qui me tient personnellement à cœur et pour laquelle je souhaite me mobiliser. Parce que je considère cette question légitime, certainement dans un moment où vos économies, vos sociétés, sont sous pression, *a fortiori* en lien avec cette crise du COVID-19 qui nous frappe et vous frappe.

J'entends bien l'appel que vous lancez sur le sujet de l'annulation de la dette. Vous savez que je me suis engagé à être sincèrement impliqué sur ce sujet, et j'entends effectivement ouvrir le débat. C'est fait, dans l'espace européen ce débat a maintenant démarré. Au sein de l'Union européenne, les ministres de la coopération internationale se sont saisis du sujet – un sujet important aussi pour les Chefs d'État et de gouvernement. J'entends aussi mener ce débat dans le cadre de nos contacts internationaux. J'ai ainsi eu l'occasion, dans les derniers sommets virtuels auxquels nous avons participé, avec le Japon, avec la Chine également il y a quelques jours, de mettre systématiquement ce point des dettes à l'ordre du jour. Parce que nous mesurons bien que c'est une question qui doit mobiliser toute la communauté internationale.

Je sais aussi que nous pouvons compter également sur l'Italie, qui assurera la présidence du G20 l'année prochaine, et qui aura, j'en suis sûr, un regard positif en particulier sur le moratoire sur la dette. C'est un travail de conviction à mener. Et c'est mon intention, modestement, mais en étant

tenace, de prendre ma part au nom de l'Union européenne.

Enfin, très chers amis, vous savez que mon ambition, mon espoir, est de pouvoir organiser une rencontre entre les pays de l'Union européenne et le G5 Sahel afin de continuer à aborder l'ensemble des sujets.

Vous le voyez, l'engagement européen n'est pas une incantation artificielle: c'est une réalité avec des engagements et des effets concrets. Nous pouvons et nous devons bâtir ensemble un espace de sécurité et de prospérité économique. Nous devons bâtir un espace où la bonne gouvernance règne, et où règnent également l'État de droit, et les droits fondamentaux.

Et je voudrais dire que l'État de droit n'est pas une note de bas de page. La force et l'honneur d'un État de droit, c'est de ne pas tomber dans le piège de la violence que lui tendent ses ennemis. C'est de ne pas ressembler à ceux que nous combattons. C'est de faire prévaloir la justice – la même pour tous, la même pour tout le monde.

Un mot pour conclure. Nous avons convenu, lors de notre précédent sommet, de nous retrouver de nouveau, avec les leaders du G5 Sahel. Je suis certain qu'avec le Président Ghazouani, nous aurons l'occasion de travailler activement avec vous, avec l'ensemble de nos pairs, pour tenter de continuer à progresser ensemble.

Vous pouvez compter sur l'engagement de l'Union européenne. Nous sommes à vos côtés.

Je vous envoie de Bruxelles mes salutations sincères et amicales, à ceux qui sont présents physiquement à Nouakchott. Merci à vous.

[\[1\]](#) Partenariat pour la Sécurité et la Stabilité au Sahel

[“On the path to a deeper and stronger partnership, living up to the European and African aspirations”: Council adopts conclusions on Africa](#)



The Council today approved conclusions on Africa, restating the paramount importance of a **stronger EU-Africa partnership**.

The conclusions note that Joint Communication *Towards a comprehensive strategy with Africa* constitutes an excellent basis on which to initiate a **new ambitious partnership with Africa**. The **next EU-AU Summit** will be a

pivotal moment for renewing a comprehensive joint strategic approach that delivers on these aspirations.

The conclusions underline that a **prosperous, peaceful and resilient Africa** is an essential EU foreign policy objective, and that the EU is determined to strengthen its relationship with the African states and the African Union, in a way that is responsive both to European and African aspirations.

Such closer partnership should focus in particular on: **multilateralism, peace, security and stability, sustainable and inclusive development, and sustainable economic growth.**

The conclusions highlight that the **COVID-19** pandemic has further demonstrated the need for a **global response** and a strong EU-Africa partnership. Recovery is an opportunity to build back better, greener and more resilient societies.

Finally the conclusions highlight that, working towards a joint strategy based on common objectives, the EU looks forward to **stepping up an open and inclusive exchange** with citizens, civil society, diaspora, young people, the private sector and top-level thinkers and decision-makers from both continents.

[Council extends the mandates of EU CSDP civilian missions for one more year](#)



The Council decided to **extend the mandates until 30 June 2021 of three** of its Common Security and Defence Policy (CSDP) **civilian missions**: the European Border Assistance Mission in Libya (**EUBAM Libya**), the European Border Assistance Mission in the Rafah Crossing Point (**EUBAM Rafah**), and the European Police Mission for the Palestinian Territories (**EUPOL COPPS**).

The COVID-19 pandemic has put on hold the implementation of some activities foreseen as part of the mandate of the missions. To allow time to implement these activities, the mandates of these missions are thus prolonged for a further period of 12 months and with the understanding that the missions might be subject to a strategic review once circumstances allow it.

EUBAM Libya was launched on 22 May 2013. It is tasked with contributing to the Libyan authorities' efforts to disrupt organised criminal networks involved in smuggling of migrants, human trafficking and terrorism. The mission coordinates and implements projects with international partners in the fields of border management, law enforcement and criminal justice.

EUBAM Rafah was launched on 25 November 2005 following the Israeli disengagement from Gaza. It is tasked with providing a third party presence at the Rafah Crossing Point between the Gaza Strip and Egypt and contributing to strengthening Palestinian Authority's border capacities.

EUPOL COPPS was established on 1 January 2006. It is tasked with contributing to the Palestinian Authority's efforts to establish effective and sustainable policing and wider criminal justice arrangements, in cooperation with the other institution building programmes.

[Press release – Financing the recovery must not burden the next generation](#)



During his [press conference on Tuesday](#), the Chair of the Committee on Budgets, [Johan Van Overtveldt](#) (ECR, BE), said: “For the recovery strategy and the next long-term budget to come into being, it will require 27 member states to be on board, strong leadership and brokering from the EU Commission and, last but not least, the European Parliament’s full engagement. Parliament is ready to work quickly, but it will not throw away its rights and powers. There is no reason why the responsibility to move rapidly should only fall to the European Parliament, which has been waiting for the Council to find an agreement among member states for almost two years.”

Do not neglect long-term priorities, protect next generation

“For Parliament to give its consent to the next multiannual financial framework 2021-2027, its programmes must be sufficiently endowed so that long-term priorities can be tackled, not just the immediate recovery needs. New sources of EU revenue – so-called Own Resources – are even more necessary

now in order to cover the refinancing costs of the recovery instrument through means other than additional national contributions or a reduced EU budget that would punish the next generations. As for the recovery instrument itself, full democratic accountability and transparency through parliamentary participation and oversight must be guaranteed”, Mr Van Overtveldt added.

The EP’s negotiating team for the next long-term EU budget and Own Resources reform

[Johan Van Overtveldt](#) (ECR, BE), Chair of the Committee on Budgets

[Jan Olbrycht](#) (EPP, PL), MFF co-rapporteur

[Margarida Marques](#) (S&D, PT), MFF co-rapporteur

[José Manuel Fernandes](#) (EPP, PT), Own Resources co-rapporteur

[Valérie Hayer](#) (RENEW, FR), Own Resources co-rapporteur

[Rasmus Andresen](#) (Greens/EFA, DE)

Follow them on Twitter:

https://twitter.com/EP_Budgets/lists/mff-negotiation-team

Next steps

On Thursday, the presidents of the political groups will take stock of the situation based on input from the EP’s MFF and Own resources contact group.

Background

On 19 June, EU heads of state or government [exchanged views via video conference](#) to discuss the recovery fund plans to respond to the COVID-19 crisis and a new EU long-term budget [presented by the European Commission on 27 May 2020 in Parliament](#). They did not manage to agree on a common position.

EU leaders will [meet again, physically, in Brussels on 17 July](#) to try to come to an agreement based on concrete proposals which Charles Michel, President of the European Council, is expected to present before the summit meeting.

Once member states have agreed on a common position, they have a mandate to start negotiations with Parliament, which will have a final say (vote by simple majority) before the 2021-2027 long-term budget (MFF) can enter into force.

Major Albanian-Italian drug trafficking network dismantled

International coordination led by Eurojust



The Hague, 30 June 2020

With fundamental and constant support from Eurojust, judicial authorities and police in Italy and Albania have arrested 37 members of an organised criminal group (OCG) responsible for international trafficking of large quantities of drugs. 3.5 tonnes of marijuana, cocaine and hashish have been seized, with an estimated street value of more than €40 million. A variety of goods and assets in Albania were also seized, with a value of over €4 million.

The operation was carried out in Italy by the Anti-Mafia Investigative Direction of Bari, with the cooperation of Carabinieri, Polizia di Stato, Guardia di Finanza, under the direction of the Anti-Mafia Prosecutor's Office of Bari (DDA of Bari). In Albania, the Special Anti-Corruption and Organised Crime Prosecutor's Office of Tirana (SPAK) and the Albanian Police concluded the operation.

The Italian Antimafia and Counterterrorism Directorate (DNA) and Eurojust, ensured proper coordination of investigations, at national level and international level respectively.

The suspects, of Italian and Albanian origin, were part of a powerful criminal organisation trafficking drugs from Albania to Italy and had been very active on the drug market for a long period. They had been smuggling large quantities of drugs using leisure boats, subsequently transporting them overland mainly to the Bari, Puglia and Basilicata regions.

Today's final action day, coordinated by Eurojust, resulted in the simultaneous arrest of 37 suspects in Italy and Albania, while other measures are being executed in France. The investigation allowed the seizure of 3.5 tonnes of drugs (marijuana, cocaine and hashish), the equivalent of about 7 million individual doses worth €40 million. Various assets were seized as well in Albania, including a coffee production and trading factory, a drinks and alcohol distribution company, a food business, a restaurant, 15 apartments, a building plot, as well as 7 large cars and a boat equipped with powerful outboard motors.

This outstanding investigative result with simultaneous execution of this cross-border operation was made possible thanks to the Joint Investigation Team between the Albanian and Italian authorities, whose agreement represents a model for the cooperation between Albanian and EU judicial authorities.

The JIT was established in 2017 and benefited from financial and analytical support from Eurojust. This facilitated a quick and direct exchange of information among the authorities involved, who set to work as one team. It enabled in-depth investigations into the criminal activity, mapping out its operations and network, both in Albania and in Italy.

In addition to its financial and operational support to the JIT, Eurojust also assisted the national authorities with the organisation of four coordination meetings, where team members exchanged crucial information about the case and were efficiently supported by Eurojust in establishing a common investigative strategy where seizure of the criminal assets was one of the key elements of the strategy.

Eurojust also facilitated the preparation and execution of a European Arrest Warrant in one EU member state (France) and of a European Investigation Order.

Today's action is the culmination of long-lasting criminal proceedings in Albania and in Italy where several suspects – one part of the criminal group – had already been convicted in the Court of First Instance in Italy in 2019.

Photo © Shutterstock